



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DGS-2400060 du 06/04/2025

**MISE EN ŒUVRE D'APPLICATIONS WEB ET DÉCISIONNELLES, ASSISTANCE AU
PILOTAGE, À L'EXPERTISE ET À LA MAINTENANCE APPLICATIVE DES
APPLICATIONS DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT (PIE) DE LA
DIRECTION DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT (DIE)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ.....	6
3.1 – FORME DU MARCHÉ.....	6
3.2 – MONTANT DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 - MODALITÉ D'EXÉCUTION ET DE SUIVI DES PRESTATIONS.....	7
5.1 – CONDITIONS GÉNÉRALES.....	7
5.2 – LIEU DE RÉALISATION.....	7
5.3 – DÉLAI D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
5.4 - PERMANENCE DES ÉQUIPES DU TITULAIRE.....	7
5.5 – DEVOIR DE CONSEIL.....	8
5.6 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE TITULAIRE.....	9
ARTICLE 6 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	9
6.1 – LES PUBLICS VISÉS.....	10
6.2 – LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS D'INSERTION.....	11
6.3 – LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CLAUSES SOCIALES.....	12
6.4 – LES MODALITÉS DE CONTRÔLE DE L'ACTION D'INSERTION.....	13
ARTICLE 7 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX.....	14
7.1 – CONTENU DES PRIX.....	14
7.2 – FORME DES PRIX - RÉVISION.....	14
ARTICLE 8 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES.....	15
8.1 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	15
8.2 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE.....	16
ARTICLE 9 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS.....	16
9.1 – PRESTATIONS DONNANT LIEU À LA FOURNITURE D'UN DOCUMENT (UO 1, UO 3.1 À 3.3, UO 4.1 À 4.4, UO 5.2 ET 5.3, UO 7.1 ET 7.2, UO 8, UO 11;1 À 11.3, UO 12.1 À 12.4, UO 14, UO 16.1 À 16.3, UO 17.1 À 17.4, UO 18.2 ET 18.3, UO 20.1 ET 20.2, UO 21)	17
9.2 – ADMISSION CONDITIONNÉE PAR UNE VÉRIFICATION D'APTITUDE (VA) ET UNE VÉRIFICATION DE SERVICE RÉGULIER (VSR) (UO 2.1 À 2.4, UO 15.1 À 15.4).....	17

SOMMAIRE

9.3 – Prestations donnant lieu à la production de code logiciel ou paramétrages de logiciels (UO 5.1, UO 6.1 à 6.3, UO 9.1 à 9.3, UO 18.1, UO 19.1 à 19.3, UO 22.1 à 22.3).....	18
9.4 – Prestations de maintenance corrective et MCO (UO 10.1 et 10.2, UO 23.1 à 23.3), de réversibilité et transfert de compétence (UO 13, UO 24).....	18
ARTICLE 10 - PÉNALITÉS.....	19
10.1 – PÉNALITÉS POUR RETARD D'EXÉCUTION.....	19
10.2 – PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DES NIVEAUX DE SERVICE.....	19
10.3 – PÉNALITÉS POUR NON RESPECT DE L'ENGAGEMENT D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....	20
ARTICLE 11 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS.....	21
ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	21
12.1 – CESSIONS DES SUPPORTS ET DES CODES SOURCES :.....	21
12.2 – DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUE :.....	21
12.3 – DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE :.....	23
12.4 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES :.....	23
ARTICLE 13 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE.....	23
13.1 – LIENS JURIDIQUES.....	23
13.2 – ABSENCE PROLONGÉE, DÉPART DU PERSONNEL MIS À DISPOSITION, REMPLACEMENT.....	24
13.3 – RÉCUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	24
13.4 – CONDITIONS D'ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE AUX LOCAUX.....	24
13.5– CAS DES PERSONNELS EN FORMATION.....	24
13.6– DOCUMENTS RELATIFS AUX INTERVENANTS.....	25
ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ.....	25
ARTICLE 15 - AVANCE.....	26
ARTICLE 16 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	26
ARTICLE 17 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	27
17.1 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	27
17.2 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	28
17.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	28
ARTICLE 18 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....	29
ARTICLE 19 – DÉMATÉRIALISATION.....	31

SOMMAIRE

ARTICLE 20 – RÉSILIATION.....	31
ARTICLE 21 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	31
ARTICLE 22 – LANGUE – MONNAIE.....	32
ARTICLE 23 – SOUS-TRAITANCE.....	32
ARTICLE 24 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	32
ARTICLE 25 - CESSIION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	32
ARTICLE 26 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	33
ARTICLE 27 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	33
ARTICLE 28 – MODIFICATION DU CONTRAT.....	34
ARTICLE 29 : LITIGES ET CONTENTIEUX.....	35
29.1 – RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS INTÉGRANT LE RECOURS À LA MÉDIATION INTERNE.....	35
29.2 – RÈGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFÉRENDS.....	37
ARTICLE 30 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	37
ARTICLE 31 : ETABLISSEMENT D’UN BILAN D’ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES)	37
ARTICLE 33 – DÉROGATIONS.....	38
ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL.....	38

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2400060 du 06 avril 2025 et son annexe clauses RGPD, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2400060 du 06 avril 2025, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet la mise en œuvre d'applications WEB et décisionnelles, l'assistance au pilotage, l'expertise, la Maintenance Applicative des applications de la Politique Immobilière de l'État (PIE) de la Direction de l'Immobilier de l'État (DIE).

Le marché comporte 2 lots :

- Lot n° 1 : Le pilotage du lot applicatif web, la prise de connaissance et l'initialisation du service; le développement des nouvelles applications web; les évolutions et la maintenance corrective des applications du

périmètre ; les activités d'expertise sur les technologies relatives aux applications web ; les transferts et la réversibilité en fin de marché ;

- Lot n° 2 : Le pilotage du lot applicatif Business Intelligence, la prise de connaissance et l'initialisation du service; le développement des nouvelles applications décisionnelles; les évolutions et la maintenance corrective des applications du périmètre ; les activités d'expertise sur les technologies relatives aux applications décisionnelles ; les transferts et la réversibilité en fin de marché ;

Tous les besoins sont décrits dans le CCTP.

ARTICLE 3 - FORME ET MONTANT DU MARCHÉ

3.1 – Forme du marché

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

3.2 – Montant du marché

Le présent marché ne comporte pas de montant minimum.

Le montant maximum du marché est fixé à sur sa durée totale à :

- pour le lot 1 = 10 000 000 € HT
- pour le lot 2 = 10 000 000 € HT

Les prestations sont commandées sous forme d'unités d'œuvre.

Le prix unitaire de chacune des unités d'œuvre est mentionné par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclu pour une période de 24 mois à compter de sa date de notification qui constitue sa date de prise d'effet. Il peut être ensuite reconduit tacitement pour une période de 12 mois à la date anniversaire de la notification, pour une durée maximale totale de 48 mois.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Si la personne publique décide de ne pas reconduire le marché, elle notifie sa décision au titulaire au minimum 1 mois avant l'échéance de la période en cours d'exécution.

La décision de non reconduction n'a pas à être motivée et ne donne lieu à aucune indemnisation du titulaire.

ARTICLE 5 - MODALITÉ D'EXÉCUTION ET DE SUIVI DES PRESTATIONS

5.1 – Conditions générales

Pour ce marché l'interlocuteur maîtrise d'ouvrage interne est la DIE. Le titulaire exécute les prestations dans les conditions prévues dans le CCTP.

5.2 – Lieu de réalisation

Les prestations se dérouleront chez le titulaire et à titre très exceptionnel dans les locaux de l'administration : copil ou expérimentation...

5.3 – Délai d'exécution des prestations

Le délai d'exécution applicable pour la réalisation des prestations à bons de commande sera précisé dans le bon de commande pour chacune de ces prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur exécution ne pourra excéder une durée de douze (12) mois, et devra être achevée au plus tard six (6) mois après la date de fin de validité du présent marché.

Sauf précision expresse, les délais exprimés en jours s'entendent en jours calendaires.

5.4 - Permanence des équipes du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant la durée d'exécution du marché. Il doit désigner une personne responsable qui répondra de la bonne exécution des prestations dues au titre du marché.

En cas d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution du marché, le titulaire devra, dès qu'il en aura connaissance, prévenir par tout moyen avec date certaine, la personne publique et prendre toutes les dispositions pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise. À cet effet, il désignera dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'information de la personne publique, un remplaçant de qualification équivalente et en communiquera le nom et les titres à la personne publique. Le remplacement d'une personne ne devra pas se traduire par une augmentation du prix des prestations.

5.5 – Devoir de conseil

En tant que professionnels du secteur informatique, les titulaires sont avisés que les obligations à leur charge, requièrent de leur part un devoir général de coordination, d'information, de conseil et de mise en garde. À ce titre, ils sont tenus à une obligation générale de coordination, d'information, d'alerte, de conseil et de recommandation.

À cet effet, et sur demande de complément d'informations du titulaire, le bénéficiaire communiquera les éléments descriptifs de l'environnement technique de chaque marché subséquent nécessaires à la réalisation des prestations .

Le titulaire devra notamment :

- informer le bénéficiaire s'il considère que les besoins du bénéficiaire ne sont pas entièrement couverts et qu'ils doivent être complétés en conséquence ;
- alerter le bénéficiaire de tout événement, évolution, incident ou manquement dont il peut avoir connaissance et qui pourrait affecter l'exécution des services ou la sécurité de fonctionnement des équipements et logiciels de l'administration, l'organisation et le bon fonctionnement des ressources informatiques de l'administration au sens large ;
- conseiller le bénéficiaire dans ses choix et ses demandes, notamment en matière d'évolution des services et de définition de nouveaux services ;
- contrôler tous les documents et informations techniques qui peuvent être fournis par le bénéficiaire au prestataire ou par le prestataire au bénéficiaire afin de s'assurer de leur cohérence et exhaustivité ;

- informer et alerter sur les enjeux et conséquences de l'optimisation des services, de leur évolution, des choix de conception et d'architecture proposés pour optimiser les services et améliorer la qualité offerte aux utilisateurs.

En aucun cas, l'intervention du bénéficiaire ne dégage le titulaire de son devoir de conseil au titre du présent marché, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni le décharge de ses obligations.

5.6 – Changements affectant le titulaire

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'administration tout acte modifiant ou complétant les statuts de sa société.

S'il néglige de se conformer à cette obligation, le bénéficiaire ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications figurant dans les actes constitutifs du marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'acheteur n'aurait pas été informé.

En cas de modification de l'interlocuteur de l'administration, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'administration, le nom et les coordonnées du nouvel interlocuteur, dans les plus brefs délais.

ARTICLE 6 - CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au lot 1 et au lot 2 du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

6.1 – Les publics visés

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) ;
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droits ;
- les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d'invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^{ème} chance » ;
- *les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet;*
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire;

- les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.
- En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

	Nb d'heures d'insertion à réaliser par année d'exécution du marché
Lot 1	625 heures
Lot 2	625 heures

6.2 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent s'inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après :

✓ 1^{ère} modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale

d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée.

6.3 – Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences

Clément COQUERY

Responsable de projets clauses sociales et relation entreprises

clement.coquery@epec.paris / 06 38 08 02 10

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;

- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

6.4 – Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 10, du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

À l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 7 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX

7.1 – Contenu des prix

Les prix des unités d'œuvre du marché sont mentionnés par le titulaire dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du lot concerné.

Les prix des unités d'œuvre indiqués dans l'annexe financière comprennent tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire.

7.2 – Forme des prix - Révision

Les prix sont fermes pour une durée de 24 mois. Ils sont ensuite révisibles annuellement à la date anniversaire de prise d'effet du marché, par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,60 + 0,40 (A38JC / A38JC0))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P₀ = prix initial indiqué dans l'offre financière ;

A38JC = indice correspondant au trimestre de la date de révision ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au dernier indice publié (y compris indice non-définitif).

A38JC0 = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au dernier trimestre précédent publié (y compris indice non définitif).

Indice INSEE utilisé : indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (btob) – A38JC – activités informatiques et services d'information prix de marché – base 2015 – données trimestrielles brutes – identifiant 010766506 ;

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

– si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;

– si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

ARTICLE 8 - MODE DE PASSATION DES COMMANDES

8.1 – Contenu des bons de commande

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS au présent marché ;
- l'objet des prestations et la description du contexte, des objectifs et du périmètre de l'assistance attendue ;
- la désignation et le nombre d'unités d'œuvre commandées ;
- les livrables attendus ;
- les modalités de réception ;
- la date de début de la prestation, le calendrier de livraison et le délai d'exécution ;
- le prix unitaire hors taxes et toutes taxes comprises des unités d'œuvre commandées ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande;
- la désignation du service facturier auquel les factures devront être adressées.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de sa réception pour adresser à la personne publique ses remarques et observations sur la rédaction d'un bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée.

8.2 – Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et ne fait pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
- le montant des pénalités ;

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

ARTICLE 9 - VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles, et font l'objet de la délivrance d'une attestation de service fait par la personne publique.

Les modalités de réception dépendent du type de prestations et des catégories d'unités d'œuvre. Elles sont décrites aux chapitres 4 et 5 du CCTP.

9.1 – Prestations donnant lieu à la fourniture d'un document (UO 1, UO 3.1 à 3.3, UO 4.1 à 4.4, UO 5.2 et 5.3, UO 7.1 et 7.2, UO 8, UO 11;1 à 11.3, UO 12.1 à 12.4, UO 14, UO 16.1 à 16.3, UO 17.1 à 17.4, UO 18.2 et 18.3, UO 20.1 et 20.2, UO 21) .

La personne publique s'assure que la prestation a bien été exécutée et que tous les livrables prévus ont été fournis et sont conformes aux exigences du CCTP.

La personne publique dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la remise des livrables produits pour procéder aux vérifications et prendre une décision sur la réception, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.2 – Admission conditionnée par une vérification d'aptitude (VA) et une vérification de service régulier (VSR) (UO 2.1 à 2.4, UO 15.1 à 15.4)

Pour ces prestations la DGFIP convient avec le titulaire du calendrier de réalisation de la prestation.

Les opérations de vérification prennent la forme d'une vérification d'aptitude (VA), laquelle a pour but de constater que les prestations réalisées présentent les caractéristiques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le CCTP.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur par écrit que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

La DGFIP procède à la vérification d'aptitude dans le mois qui suit et notifie sa décision au plus tard au terme de ce délai.

Celui-ci peut le cas échéant être prorogé en accord entre les parties, notamment pour prendre en compte le degré de complexité de la prestation ou de la vérification qui s'ensuit.

Si la vérification d'aptitude est négative, la DGFIP prend une décision d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, le titulaire se verra signifier par la DGFIP un délai pendant lequel il interviendra à nouveau sur le logiciel et au terme duquel il notifiera une nouvelle mise en ordre de marche. Passé ce délai, fixé par le pouvoir adjudicateur en fonction du niveau de complexité des difficultés rencontrées, les pénalités de retard prévues par le présent marché seront appliquées au titulaire. La mise en ordre de marche est assurée par le titulaire.

L'issue de la vérification d'aptitude est conditionnée par la nature des anomalies constatées lors de l'exécution des programmes de tests. Si la vérification d'aptitude est positive, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'entrée en VSR (admission) qu'il notifie au titulaire.

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de constater :

- que les prestations réalisées sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions définies dans le cahier des charges techniques,
- que les fournitures attendues ont effectivement été remises à la DGFIP.

La régularité du service s'observe pendant 1 mois, à partir de l'ouverture de service.

9.3 – Prestations donnant lieu à la production de code logiciel ou paramétrages de logiciels (UO 5.1, UO 6.1 à 6.3, UO 9.1 à 9.3, UO 18.1, UO 19.1 à 19.3, UO 22.1 à 22.3).

Pour les prestations dont l'un des livrables est la fourniture d'un code logiciel, ou paramétrage de logiciel, la personne publique dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés pour vérifier le bon fonctionnement du logiciel et prendre une décision sur la réception, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

9.4 – Prestations de maintenance corrective et MCO (UO 10.1 et 10.2, UO 23.1 à 23.3), de réversibilité et transfert de compétence (UO 13, UO 24).

Pour les prestations de maintenance et d'hébergement des applications et sécurité :

- à la fin de chaque trimestre pour les UO 10.1, 10.2, 23.1 à 23.3, l'administration s'assure que toutes les prestations ont été exécutées et que les éventuels livrables prévus pour la période considérée ont bien été fournis et sont conformes aux exigences du CCTP,
- à la fin du délai de réalisation des prestations de réversibilité et transfert de compétences (UO 13, UO 24),

sauf décision expresse de réception, de réfaction ou de rejet notifiée dans un délai de dix (10) jours ouvrés à l'issue de chaque période civile (ou partie en cas

de période incomplète), les prestations du trimestre civil (ou partie de trimestre) échu sont réputées réceptionnées.

ARTICLE 10 - PÉNALITÉS

10.1 – Pénalités pour retard d'exécution

Hormis les prestations concernées par le contrat de service prévu à l'article 2.4.3 du CCTP, lorsque sont dépassés, du fait du titulaire les délais de réalisation fixés dans les bons de commande, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

P = montant des pénalités ;

V = valeur pénalisée correspondant au montant de la prestation objet du bon de commande ;

R = nombre de jours de retard.

10.2 – Pénalités pour non-respect des niveaux de service

Pour les prestations de pilotage du marché, de développement des applications & TMA - Maintenance évolutive et TMA- Maintenance corrective, il est fait application du contrat de service décrit au 3.4.3 du CCTP.

Lorsque les indicateurs d'évaluation des prestations, décrits à l'article 3.4.3 du CCTP et désignés ci-après, ne sont pas respectés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application des pénalités mentionnées ci-après.

- Pilotage du marché - Proposition d'un profil ou d'une équipe pour démarrer une nouvelle prestation.

En deçà du seuil de 70 % de « l'objectif qualité » mentionné au 3.4.3.2 du CCTP, la DGFIP applique une pénalité pour non respect des niveaux de service fixé à 500 euros par jour de retard au-delà du délai de 2 semaines .

- Pilotage du marché - Démarrage d'une nouvelle prestation

En deçà du seuil de 70 % de « l'objectif qualité » mentionné au 3.4.3.2 du CCTP, la DGFIP applique une pénalité pour non respect des niveaux de service fixé à 500 euros par jour de retard au-delà du délai de 2 semaines .

- Développement des applications - Délai de livraison d'une évolution ou d'une nouvelle version

Le montant de la pénalité est fixé à 500 euros par jour de retard.

La date de livraison prise en compte est la date de livraison prévue dans le marché ou dans les bons de commande, suite à accord formel entre la DGFIP et le titulaire.

TMA – Maintenance évolutive - Qualité des évolutions/ nouvelles versions

En deçà du seuil de 70 % de « l'objectif qualité » mentionné au 3.4.3.2 du CCTP, la DGFIP applique une pénalité pour non respect des niveaux de service fixé à 5 % du montant total de la prestation concernée s'agissant du nombre d'anomalies bloquantes, majeures et mineures en environnement de recette et ce par trimestre de livraison.

TMA – Maintenance maintenance corrective -

En deçà du seuil de 70 % de « l'objectif qualité » mentionné au 3.4.3.2 du CCTP, la DGFIP applique une pénalité pour non respect des niveaux de service fixé 5 000 euros au-delà de 24h ouvrées de retard pour les anomalies bloquantes en production et au-delà de 2 jours ouvrés pour les anomalies majeures.

Le délai commence à courir à partir de la saisine par tous moyens du titulaire par la DGFIP.

10.3 – Pénalités pour non respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 120 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 - PLAFONNEMENT ET IMPUTATION DES PÉNALITÉS

Le montant total cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire par année de validité du marché.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 12 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

12.1 – Cessions des supports et des codes sources :

Le titulaire remet à la personne publique la propriété matérielle des supports papiers ou supports électroniques afférents aux prestations effectuées, ainsi que les codes sources des éventuels logiciels développés et les supports y afférents.

12.2 – Droits cédés à la personne publique :

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout

réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertzienne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;

- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;

- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;

- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;

- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;

- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données ;

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

12.3 – Droits concédés par la personne publique :

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

12.4 – Connaissances antérieures :

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats décrit à l'article 12.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

ARTICLE 13 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

13.1 – Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

13.2 – Absence prolongée, départ du personnel mis à disposition, remplacement

En cas d'absence supérieure à huit jours ou de départ d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, le titulaire, dès qu'il en a connaissance, doit aviser le représentant du pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

À ce titre, le titulaire doit désigner un remplaçant du niveau au moins équivalent. Il doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de huit jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

En aucun cas le remplaçant du personnel ne pourra justifier une augmentation du prix des prestations.

13.3 – Récusation du personnel du titulaire par la personne publique

Pendant toute la durée d'exécution de la prestation, la personne publique se réserve le droit de récuser ceux des personnels du titulaire qui s'avéreraient inadaptés pour des motifs d'ordre professionnel à l'exécution de cette prestation ou qui ne respecteraient pas le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration.

Le titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels refusés, dans les conditions précisées au §13.2. ci-avant.

13.4 – Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès sur les sites de la personne publique que tout agent au service de l'État. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité.

13.5– Cas des personnels en formation

Le titulaire et son ou ses sous-traitants ne peuvent recourir aux services de personnels en formation pour la réalisation des besoins de la personne publique,

sans autorisation préalable expresse de celle-ci. Cette autorisation peut être suspendue à tout moment. Le recours à de telles personnes en formation ne saurait se substituer à un salarié du titulaire ou de ses sous-traitants.

Le pilotage de ces personnels en formation relève entièrement du titulaire et ne peut donner lieu à facturation.

13.6– Documents relatifs aux intervenants

La personne publique se réserve la possibilité de demander au titulaire de bien vouloir produire un document relatif au profil de chaque intervenant afin de vérifier la cohérence des compétences de la personne avec les profils présentés dans l'offre.

En cas de demande de la personne publique, le document sera produit auprès du responsable du projet dès le 1er jour d'intervention du ou des intervenants suivant la demande.

Le défaut de production pourra entraîner le nonaccès aux locaux et la récusation du personnel concerné.

Le titulaire s'engage à rappeler à tout intervenant pour son compte qu'il est tenu au secret professionnel à l'égard des tiers pour tout ce qui concerne l'exercice de ses fonctions et qu'il est tenu par la même obligation vis-à-vis de tout document ou information dont il aura eu connaissance chez les clients de son employeur.

Cette obligation a un caractère absolu et n'a pas vocation à être limitée dans le temps et dans l'espace. Si la nature des prestations le justifie, le titulaire fera signer à ses préposés une attestation, à son égard, de leur prise de connaissance de l'obligation de confidentialité spécifique au marché.

ARTICLE 14 - CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire est tenu aux obligations de confidentialité prévues à l'article 5 du CCAG/TIC pour ce qui a trait aux renseignements et documents dont il aura eu connaissance au cours de ses travaux ou du fait de sa présence dans les locaux de l'administration.

Le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer cette obligation de confidentialité sur les informations qui lui seront communiquées dans le cadre de

sa prestation ainsi que sur celles dont ses personnes auront pu ou pourront avoir connaissance à l'occasion de leurs travaux. Il veillera également à faire respecter ses obligations par ses sous-traitants et le personnel de ces derniers.

Les présentes obligations de confidentialité se poursuivent après la fin de l'exécution du marché pour une durée maximale de deux ans. Cette durée pourra toutefois être prolongée, d'un commun accord entre les parties, pour certaines informations dont la nature le justifie et qui devront être communiquées par écrit par la personne publique en mentionnant la durée spécifique des obligations de confidentialité associées sur chaque bon de commande ou un document spécial.

L'administration se réserve le droit de dénoncer le contrat ou la part non exécutée du contrat sans indemnité pour le titulaire en cas de non-respect des obligations de confidentialité par le titulaire et les préposés du titulaire dans les conditions prévues ci-dessus.

Dans ce cas particulier, la résiliation pourrait entraîner l'exclusion temporaire ou définitive du titulaire des marchés publics.

ARTICLE 15 - AVANCE

Conformément aux articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 16 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS

Le paiement des commandes sera effectué dans les conditions suivantes :

- si le délai d'exécution des prestations réalisées est inférieur ou égal à trois mois, le règlement du montant s'y rapportant est effectué au prononcé de la réception définitive de ces prestations ;

- si le délai d'exécution des prestations réalisées est supérieur à trois mois mais inférieur ou égal à six mois, le titulaire perçoit un acompte de cinquante pour cent (50%) à l'issue des trois premiers mois d'exécution et le solde au prononcé de la réception de ces prestations.

si le délai d'exécution des prestations réalisées est supérieur à six mois mais sans dépasser une durée de douze mois, le titulaire perçoit un acompte de vingt-cinq pour cent (25%) pour chaque période de trois mois d'exécution puis le solde au prononcé de la réception de ces prestations.

ARTICLE 17 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

17.1 - Délai global de paiement du titulaire

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture, afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;

- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;

- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

17.2 - Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;
- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné l'article R2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

17.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;

– du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 18 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande, les titulaires de marchés publics ainsi que leurs sous-traitants admis au paiement direct, ont l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique.

✓ Factures dématérialisées :

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 19 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.

- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

ARTICLE 19 – DÉMATÉRIALISATION

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

ARTICLE 20 – RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 21 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, ne pourra excéder, pour chaque année de validité du marché, tous dommages confondus, le montant HT cumulé des bons de commande notifiés au titulaire.

ARTICLE 22 – LANGUE – MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 23 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

ARTICLE 24 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

ARTICLE 25 - CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 26 - SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai de deux mois, la personne publique pourra soit :

- appliquer une pénalité égale à 10 % du montant hors taxes des prestations effectivement payées au jour de l'expiration de la mise en demeure restée sans effet. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG-TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

ARTICLE 27 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations. Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

À ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG/TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

ARTICLE 28 – MODIFICATION DU CONTRAT

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

- si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :
 - le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

ARTICLE 29 : Litiges et contentieux

29.1 – Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

29.2 – Règlement contentieux des différends

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent accord-cadre, par application du droit français.

Coordonnées : Tribunal administratif de Montreuil

7, rue Catherine Puig

93558 MONTREUIL Cedex

Téléphone : 01.49.20.20.00 - Télécopie : 01.49.20.20.99

mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 30 : Clause environnementale

Les livrables du présent accord-cadre devront être proposés, en priorité, sous format dématérialisé. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papier recyclé ou issus de forêts gérées durablement.

ARTICLE 31 : Etablissement d'un bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

1 Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

ARTICLE 33 – DÉROGATIONS

Article du CCAP qui déroge au CCAG/TIC		Disposition du CCAG/TIC
Pénalités de retard	Article 10.1	Article 14.1
Droits cédés à la personne publique	Article 12.2	Article 46.2.1
Connaissances antérieures	Article 12.4	Article 45

ANNEXE – OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

Afin de se conformer à la réglementation relative à la protection des données à caractère personnel, le présent CCAP est complété par les clauses figurant dans le fichier intitulé « 2400060_annexe CCAP_MOE_DIE_clauses RGPD.pdf ».